

Prochains tarifs péréqués d'utilisation des réseaux publics de distribution des entreprises locales de distribution de gaz naturel (ATRD6 des ELD)

Date de la contribution : 10/11/2021

Introduction

Contexte et objectifs de la consultation publique

Question 1 : Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par les ELD gaz et la CRE pour la période ATRD6 des ELD ?

GRDF partage les enjeux identifiés par les ELD et la CRE, avec une attention particulière à l'enjeu que représente la stabilisation du portefeuille clients, dans un contexte de baisse tendancielle des consommations.

Potentiellement, tous les distributeurs sont concernés par des évolutions réglementaires comme le classement des RCU qui impose de fait le raccordement au RCU lors du renouvellement du système énergétique des bâtiments. Et cela indépendamment de la compétitivité des énergies, de l'intérêt des consommateurs concernés et de la prise en compte du verdissement du réseau de gaz avec le développement des gaz verts. La décroissance du portefeuille affichée dans la présente consultation publique concernant la situation de certaines ELD, démontre la rapidité d'attrition du portefeuille et les impacts significatifs à court-terme sur la soutenabilité du tarif. Cette dernière ne peut être maintenue qu'avec un accompagnement financier des actions de conversions du fioul vers le gaz naturel et des actions de fidélisation et d'animation de la filière.

Cela permettra ainsi de répondre à deux enjeux majeurs : la maîtrise de l'érosion du portefeuille clients et la réduction des émissions de GES grâce au développement rapide des gaz verts.

Cadre de régulation tarifaire

Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période ATRD6 des ELD ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est favorable aux grands principes tarifaires envisagés dans la mesure où ils sont partagés par tous les opérateurs. GRDF insiste sur la nécessité de garantir un cadre tarifaire stable dans la durée, indépendamment des événements conjoncturels.

Question 3 : Êtes-vous favorable à la réduction de la durée d'amortissement des ouvrages de raccordement envisagée pour les ELD de gaz à compter de leur tarif ATRD6 ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est favorable à la réduction de la durée d'amortissement des ouvrages de raccordement, dans la mesure où ce principe a été retenu dans la délibération concernant son tarif ATRD6, en réponse à la problématique des coûts échoués.

Cependant, il convient d'en mesurer les impacts sur les trajectoires initialement présentées par les ELD et l'augmentation des charges de capital normatives liée à ce raccourcissement des durées d'amortissement ne doit

pas induire des arbitrages sur les autres paramètres du revenu autorisé, qu'il s'agisse des charges nettes d'exploitation ou du taux de rémunération proposé par la CRE dans la suite de la consultation publique.

Question 4 : Êtes-vous favorable au traitement envisagé des coûts échoués des ELD ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est favorable au traitement envisagé et notamment sur la proposition de la CRE et de son auditeur de retenir une enveloppe annuelle incitée pour les coûts récurrents et prévisibles, basée sur la moyenne constatée sur les années précédentes, sachant qu'il serait souhaitable que l'horizon de temps retenu soit identique pour tous les opérateurs.

GRDF réitère sa demande d'une définition plus précise des critères d'analyse pour les actifs devant être traités au cas par cas, au-delà de cette enveloppe annuelle, pour chacun des opérateurs concernés.

Question 5 : Êtes-vous favorable au traitement envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?

Favorable

Commentaire :

GRDF s'est déjà prononcé sur cette question à l'occasion de consultations publiques précédentes et reste favorable au traitement envisagé par la CRE.

Question 6 : Êtes-vous favorable au maintien du fonctionnement actuel du CRCP, de l'évolution annuelle et de l'homothétie du tarif des ELD avec le tarif de GRDF ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est favorable au maintien des modalités d'apurement du CRCP, qui sont alignées sur celles des autres opérateurs et permettent de donner de la visibilité aux différentes parties prenantes.

Dans le cadre de la préparation des tarifs ATRT8 et ATRD7, la CRE pourrait engager des réflexions avec les opérateurs sur les améliorations possibles du fonctionnement actuel du CRCP, ainsi que sur le mécanisme de lissage qui présente de nombreux inconvénients en cas d'événements « exceptionnels ».

Pour ce qui concerne la distribution, ces travaux ne peuvent être dissociés des réflexions sur l'évolution de la structure tarifaire et des questions d'homothétie des tarifs.

Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le tarif ATRD6 des ELD ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE qui s'inscrit dans la démarche de convergence des cadres tarifaires initiés par la CRE en 2019, et qui garantit que chaque opérateur est traité de manière homogène.

Question 8 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées pour la régulation incitative des investissements des ELD

?

Défavorable

Commentaire :

Régulation incitative des coûts unitaires d'investissements dans les réseaux

GRDF est favorable, aux propositions de la CRE qui tient compte du contexte des ELD concernées et notamment de la faible profondeur d'historique disponible, de surcroît sur un nombre annuel d'affaires trop limité pour en tirer des corrélations et des coûts unitaires de référence significatifs.

L'introduction d'indicateurs suivis et non incités répond toutefois à la nécessité d'assurer un contrôle sur les coûts unitaires d'investissements et donc de la performance de ces derniers, sans pénaliser les opérateurs. Dans un contexte marqué par des évolutions réglementaires significatives (notamment concernant la prévention des risques type amiante, la reprise en concession de certains ouvrages, ...) et de tension sur les approvisionnements et les ressources, l'évolution des coûts unitaires des travaux pourrait être décorrélée de l'évolution des indices retenus par la CRE.

Incitation à la maîtrise des coûts pour les investissements « hors réseaux »

GRDF est favorable à la proposition de la CRE concernant la suppression du mécanisme de régulation incitative sur les investissements « hors réseaux » pour le tarif ATRD6 des ELD. En effet, ce mécanisme n'ayant pas prouvé son efficacité selon la CRE et compte tenu des faibles montants d'investissements concernés, il est donc souhaitable de ne pas le reconduire.

Incitation spécifique à la maîtrise des investissements de GreenAlp

GRDF est défavorable à cette proposition.

D'une part, les trajectoires demandées par les opérateurs, et en particulier GreenAlp, concernent quasi-exclusivement des investissements liés à la sécurité et à de nouvelles obligations réglementaires (ou demande liée à l'accélération de l'ouverture des marchés). Ainsi, plafonner l'enveloppe d'investissements de GreenAlp au niveau de sa demande initiale reviendrait à réaliser des arbitrages sur la sécurité et les obligations réglementaires en cas de dérive des coûts unitaires des travaux (dont on a vu précédemment qu'il était difficile d'en établir un niveau de référence fiable sur le périmètre des ELD) ou d'investissements imprévus (déplacements d'ouvrages, nouvelles évolutions réglementaires, etc), ce qui accroît le risque pénal porté par l'exploitant du réseau.

En outre, ce dispositif crée une exception par rapport au cadre tarifaire défini précédemment et constitue une rupture d'égalité dans le traitement appliqué aux différents opérateurs.

Question 9 : Êtes-vous favorable à l'introduction de ces indicateurs incités sur les thématiques de l'ouverture à la concurrence sur le territoire des ELD ?

Défavorable

Commentaire :

GRDF est en désaccord avec certains indicateurs proposés, bien qu'étant en ligne avec l'objectif indiqué par la CRE de fluidité du marché sur le périmètre des ELD.

En effet, hormis le suivi du taux de respect du délai de changement de fournisseur qui est facilement mesurable et

donne une indication de la performance de l'opérateur sur le traitement des demandes, les autres indicateurs concernant les délais d'implémentation de flux SI validés en GTo paraissent peu gradués (pas de nuance selon l'amplitude du retard, disproportion entre le nombre a priori limité de flux ou webservices à implémenter et le calcul des pénalités associés en cas de retard...) et donc systématiquement synonymes de malus pour l'opérateur. Il est par ailleurs très discutable de fixer des indicateurs et des niveaux de pénalité sur des objectifs qui ne sont pas encore précisés à date.

Question 10 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'incitation relative au taux de disponibilité du portail fournisseur pour les ELD incitées à développer un portail fournisseur et à l'introduction des indicateurs sur le délai de réponse aux études détaillées, le nombre de réclamations à la suite du raccordement des installations de biométhane, le nombre de fuites de méthane, les émissions de gaz à effet de serre et les montants associés aux volumes de pertes pour les ELD qui ont la responsabilité de leurs pertes ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est favorable à la suppression de l'incitation relative au taux de disponibilité du portail fournisseur pour les ELD incitées à développer un portail fournisseur, dans la mesure où un portail commun doit être mis en place.

GRDF est favorable à l'introduction des indicateurs suivis sur le délai de réponse aux études détaillées, le nombre de réclamations à la suite du raccordement des installations de biométhane, dans la mesure où ces indicateurs suivis ont également été introduits dans la délibération ATRD6 de GRDF.

S'agissant de l'indicateur relatif aux fuites de méthane, **GRDF n'y est favorable que dans la mesure où il s'agit d'un indicateur de suivi des émissions de méthane sur les réseaux, rapportées au volume de gaz acheminé**, tel qu'introduit dans la délibération ATRD6 de GRDF d'une part, et mentionné dans l'annexe 2 de la consultation publique du 7 Octobre 2021 d'autre part. En effet, un indicateur relatif au nombre de fuites de méthane, tel que mentionné dans la question et page 24 de la présente consultation publique, n'est absolument pas pertinent.

GRDF est favorable au suivi des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère rapportées à l'énergie acheminée, dans la mesure où cet indicateur a été introduit pour GRDF dès l'ATRD5.

Enfin, **GRDF est favorable** au suivi des montants associés aux volumes de pertes pour les ELD de gaz qui ont la responsabilité de leurs pertes, à savoir R-GDS et Régaz Bordeaux.

Question 11 : En vue d'une simplification du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, identifiez-vous des indicateurs qu'il serait pertinent de supprimer pour la période ATRD6 des ELD ?

GRDF ne se prononce pas sur ce dispositif, mais alerte la CRE sur la dégradation mécanique de l'indicateur de taux de relève à pied sur index réel au fur et à mesure de l'avancée du déploiement des compteurs communicants. Il conviendra d'adapter l'incitation sur cet indicateur en fonction des échéances de chacun des opérateurs, afin qu'ils ne soient pas injustement pénalisés.

Question 12 : Êtes-vous favorable aux évolutions du mécanisme d'attribution des bonus et des pénalités ?

Défavorable

Commentaire :

GRDF est défavorable au recalage des objectifs proposé par la CRE.

En effet, ils sont systématiquement relevés pour les indicateurs dont l'objectif fixé sur la période tarifaire précédente a été atteint (ex : délais de MES et MHS), et dans le même temps, la CRE conserve un niveau

inatteignable sur d'autres indicateurs (ex : taux de réponse dans les délais aux réclamations objectivées à 100% !).

Les niveaux de référence devraient correspondre à un niveau d'exigence optimal par rapport aux ressources nécessaires pour les atteindre, et ne pas faire l'objet d'une inflation permanente sur des indicateurs suivis depuis plusieurs périodes tarifaires.

Question 13 : Avez-vous d'autres remarques sur la régulation incitative de la qualité de service pour la période du tarif ATRD6 des ELD ?

GRDF considère qu'il faut contrebalancer l'introduction de nouveaux indicateurs par la suppression systématique d'autres indicateurs, afin que le système de régulation incitative demeure lisible.

Question 14 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées pour le dispositif de régulation incitative de la R&D et le dispositif smart grids ?

Défavorable

Commentaire :

Evolutions envisagées pour le dispositif de régulation incitative de la R et D

GRDF est favorable à la mise en place d'un dispositif homogène pour les ELD avec ce qui existe déjà pour les autres opérateurs.

Toutefois, **GRDF est défavorable** à la proposition de la CRE qui consiste à mutualiser entre opérateurs les coûts des projets R et D portant sur les thématiques communes. En effet, s'il est possible d'avoir des projets « communs » entre ELD, les sujets de recherche peuvent quant à eux être différents et complémentaires. Les opérateurs ne cherchent pas forcément à lever les mêmes verrous techniques et technologiques.

La CRE n'a pas à arbitrer la répartition des coûts entre opérateurs, en fonction de critères qu'elle aurait elle-même définis.

Evolutions envisagées pour le dispositif Smart Grids

GRDF est favorable au dispositif de guichet Smart Grids, également mis en place pour les autres opérateurs gaziers. L'adaptation du seuil de déclenchement à la taille des ELD ne peut être que favorable à l'émergence de projets dans ce cadre.

Question 15 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Identifiez-vous d'autres actions prioritaires qui pourraient être intégrées au mécanisme ?

Défavorable

Commentaire :

GRDF est défavorable à la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires.

GRDF considère que l'application de ce dispositif d'action prioritaire au développement de la concurrence sur le territoire des ELD envisagée par la CRE serait redondant avec la régulation incitative sur la qualité de service associée à cette thématique. En effet, la régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires revient à ajouter des indicateurs de moyen (sans en définir précisément le contenu et les échéances) aux indicateurs de résultats précédemment évoqués.

Plus généralement, GRDF est défavorable à la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires, compte-tenu de la multitude d'évolutions réglementaires, poussées par la DGPR notamment mais aussi par RE2020, discussions PPE/SNBC, demandes des autorités concédantes, évolutions qui doivent être généralement mises en œuvre dans des délais très contraints.

Question 16 : Privilégiez-vous le maintien, ou la suppression d'un budget de développement du nombre de consommateurs ?

Maintien d'un budget de développement du nombre de consommateurs

Commentaire :

GRDF se prononce pour le maintien d'un budget consacré à l'animation de la filière et à la promotion des conversions fioul-gaz, le terme de développement étant désormais inapproprié, dans un contexte de transition énergétique.

GRDF considère en effet qu'un budget adapté et réaliste doit être conservé pour assurer l'animation de la filière et des professionnels du gaz sur les sujets touchant à la sécurité et la performance énergétique des installations pour les ELD qui réalisent ce type d'actions sur leur périmètre.

Il est également nécessaire d'encourager la conversion fioul-gaz pour réduire les émissions de GES dans un contexte de développement accru du biométhane et des gaz renouvelables en général.

Ces différentes actions contribuent non seulement à la transition énergétique mais également au maintien d'un nombre de clients permettant de préserver la soutenabilité du tarif.

Enfin, dans l'hypothèse d'une réduction des budgets attribués aux ELD, la CRE devra prendre en compte les révisions de trajectoires clients/volumes qui devraient logiquement en découler.

L'évolution du contexte réglementaire (futures PPE / SNBC, ...) risque de rendre les évolutions du portefeuille-clients non prévisibles et non maîtrisables par les opérateurs de distribution, ce qui pourrait justifier la couverture au CRCP de la part abonnement du tarif.

Cette couverture au CRCP ne justifierait pas pour autant la suppression des budgets alloués à l'animation de la filière et à la conversion fioul-gaz.

Il serait cependant prématuré de prendre une position définitive sur cette question, qui pourrait être instruite avec les opérateurs concernés dans le cadre des discussions préparatoires à l'ATRD7, en lien avec les réflexions sur les évolutions possibles de la structure tarifaire.

Question 17 : Le cas échéant, partagez-vous l'orientation de la CRE, qui consiste à retenir le même périmètre d'actions que pour l'ATRD6 de GRDF ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est favorable à l'application a minima des actions de développement sur le même périmètre que celui retenu dans le cadre de l'ATRD6 de GRDF.

Compte-tenu du contexte de hausse des prix de l'énergie et de la mise en tension des fournisseurs, et de la nécessité de faire baisser rapidement les consommations dans le cadre des objectifs de neutralité carbone, il semble opportun que les actions d'accompagnement sur la maîtrise de l'énergie soient portées par les opérateurs de réseau, et que la CRE leur octroie les moyens nécessaires à cette nouvelle mission.

Question 18 : Avez-vous une remarque sur la déclinaison du cadre de régulation des projets de comptage évolué des

ELD de gaz détaillée en annexes ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'a pas de remarque sur la mise en œuvre de la délibération portant sur le cadre de régulation, des projets de compteurs évolués des ELD.

Niveau tarifaire

Question 19 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation des ELD ?

Défavorable

Commentaire :

Sur le fond, **GRDF réaffirme son désaccord sur la méthodologie retenue par la CRE** consistant d'une part à cumuler des arbitrages poste à poste et pour certains opérateurs une efficacité additionnelle décorrélée du niveau de performance déjà atteint par les opérateurs.

Et d'autre part, GRDF conteste la répartition des rôles entre l'auditeur et la CRE sur les arbitrages proposés, ce mode de fonctionnement générant également un biais méthodologique. En effet, par construction l'auditeur laisse un certain nombre d'arbitrages à la discrétion du régulateur sans avoir d'information sur l'amplitude des ajustements envisagés par ce dernier. Or le mode de calcul même de l'efficacité additionnelle qu'il propose repose sur le niveau global de CNE (hors énergie).

Dès lors, l'arbitrage d'efficacité additionnelle proposé par l'auditeur est potentiellement redondant avec les arbitrages proposés par la CRE.

Sur la forme, la présentation adoptée par la CRE est particulièrement trompeuse et ne permet pas au lecteur de se faire un avis éclairé sur les arbitrages proposés et le niveau d'exigence résultant pour l'opérateur :

- 3 niveaux d'arbitrages potentiels, auditeur, efficacité additionnelle, arbitrages CRE
- Méthodologie d'élaboration du périmètre de CNE pris en compte pour l'efficacité additionnelle discutable
- Présentation des arbitrages proposés par l'auditeur année par année, et des arbitrages proposés par la CRE en moyenne annuelle
- Absence de total sur la période, et de pourcentages par rapport aux demandes initiales des opérateurs.

Question 20 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des paramètres de rémunération pour la période du tarif ATRD6 des ELD et notamment le maintien des paramètres utilisés pour GRDF en prenant en compte la baisse du taux d'imposition sur les sociétés intervenue entre temps ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est favorable à la décision de la CRE de retenir pour les ELD les mêmes paramètres de CMPC que ceux de son tarif, à l'exception du taux d'impôts sur les sociétés, bien que cette solution soit contestable d'un point de vue méthodologique au vu de l'évolution des paramètres de marché et des risques supportés par les opérateurs d'infrastructures gazières.

GRDF encourage la CRE à engager une réflexion avec les opérateurs en amont des prochaines discussions tarifaires.

Question 21 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des charges de capital à couvrir sur la période du tarif ATRD6 ?

Défavorable

Commentaire :

GRDF est défavorable au niveau de charge de capital retenu pour GreenAlp (cf. question 8).

Question 22 : Quelle est votre position sur l'allongement, voire l'annulation, de l'apurement du solde de CRCP résiduel de GreenAlp pour le tarif ATRD ?

Défavorable

Commentaire :

GRDF s'oppose fermement aux propositions de la CRE.

La proposition d'annulation pure et simple du CRCP d'un opérateur est parfaitement inadmissible au motif qu'elle est contraire au cadre tarifaire en vigueur (qui s'en trouve délégitimé de fait) d'une part, et qu'il s'agit d'une rupture d'égalité arbitraire entre GreenAlp et les autres opérateurs d'autre part.

L'étalement du CRCP sur une période qui irait au-delà de la période tarifaire suivante ne ferait potentiellement que repousser « le tas de sable », dans la mesure où il est quasi certain que la situation ne sera pas plus favorable dans 4 ans. Bien au contraire, la baisse tendancielle des consommations et l'attrition du portefeuille, au-delà des incertitudes liées au climat, ne peut qu'accroître la hausse tarifaire dans le temps.

En outre, la situation de GreenAlp interroge, dans la mesure où le solde du CRCP est principalement lié à la couverture du chiffre d'affaires sur la part proportionnelle aux quantités, et qu'une partie de ce solde provient de l'arbitrage retenue par la CRE sur les volumes acheminés de GreenAlp dans la délibération ATRD5 relative au tarif des ELD. En effet, la CRE avait délibérément retenu une trajectoire de consommations en hausse de +0,8% / an en moyenne sur la période, alors que l'opérateur avait proposé une trajectoire en baisse de -1,6%.

Compte-tenu de ces éléments, GRDF estime que si la CRE avait retenu la trajectoire initialement prévue par l'opérateur, le CRCP de fin de période aurait été réduit d'environ 50%.

Il est donc plus que légitime que le cadre tarifaire validé par la CRE dans la délibération relative au tarif ATRD5 des ELD s'applique pleinement à GreenAlp, comme aux autres opérateurs.

La situation de GreenAlp nous amène également à interpeller la CRE pour qu'elle relance les travaux avec les opérateurs sur des questions récurrentes depuis plusieurs tarifs comme la tarification des clients en appoint-secours, la répartition part fixe-part variable des différentes tranches tarifaires, voire l'introduction d'une part capacité pour un nombre significatif de clients T3 qui arbitrent manifestement le tarif pour minorer leur facture d'acheminement.

Il est impératif que des avancées significatives dans ces domaines puissent être mise en œuvre dans le prochain tarif ATRD7.

Question 23 : Quelle est votre position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 des ELD ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'a pas de remarque supplémentaire par rapport aux questions précédentes.

Question 24 : Avez-vous des remarques relatives aux trajectoires de consommation et de nombre de consommateurs envisagées ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF ne se prononce pas sur le niveau des trajectoires clients-volumes affichées par les opérateurs, au-delà du nécessaire ajustement à la baisse en cas de réduction du budget développement associé, évoqué précédemment.

Les opérateurs sont manifestement les mieux placés pour élaborer ces trajectoires qui restent cependant soumises à de nombreuses incertitudes compte tenu des évolutions réglementaires récentes ou à venir (RE2020, prise en compte du gaz renouvelable, PPE/SNBC).

Question 25 : Avez-vous des remarques relatives aux évolutions tarifaires envisagées pour le tarif ATRD6 des ELD ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Du fait du coefficient d'homothétie qui lie les tarifs des ELD avec ceux de GRDF, il n'est pas possible d'intégrer des ajustements de structure dans cette délibération.

Cependant, comme évoqué précédemment, GRDF s'interroge sur le manque d'adéquation entre la proportion que représente la part variable dans les recettes des distributeurs et leur structure de coûts majoritairement fixes. Dans un contexte de hausse des prix du gaz et de baisse tendancielle du portefeuille, il pourrait être pertinent d'augmenter la proportion de part fixe pour désensibiliser les opérateurs par rapport à la variabilité des consommations. D'autant plus que la baisse des consommations est principalement portée par les clients T2, et le mécanisme tarifaire conduit à reporter mécaniquement une partie des coûts sur les T1 et les T3.

De même, le mouvement de décarbonation de l'industrie, au profit de systèmes énergétiques autres que le gaz va inciter certains clients à conserver le gaz en appoint-secours, alors que la structure actuelle ne permet pas de refléter les coûts réels induits par ce type d'usage.

Ces pistes de réflexion devront nécessairement faire l'objet d'une instruction approfondie à court terme (ATRD7).

Enfin, la méthodologie de lissage tarifaire introduite par la CRE dans la délibération ATRD6, génère de fait un écart important en fin de période tarifaire entre le niveau de revenu autorisé et le chiffre d'affaires, qui devrait se traduire mécaniquement par une hausse tarifaire sur la période suivante, toutes choses égales par ailleurs indépendamment de la performance des opérateurs.

Dans le contexte actuel, la CRE ne peut plus faire le pari implicite d'une baisse continue du taux de rémunération et des charges d'exploitation permettant d'absorber les écarts de revenu cumulés et l'attrition potentielle du portefeuille Clients/Volumes.

Ainsi, il est impossible de prévoir comment va évoluer le CRCP au cours de la période, avec le risque d'accroître cet écart et donc la hausse sur la période tarifaire suivante.

Il apparaît donc pertinent de réinterroger la méthode du lissage tarifaire, en y incluant les réflexions sur les mécanismes de reports de CRCP (y compris plafonnement du k), afin de préserver les opérateurs et leurs clients des risques de forte discontinuité tarifaire d'une période à l'autre.